



Comment mettre en œuvre et donner du sens à la participation ?

Restitution écrite du
séminaire du 30 novembre
à Argenteuil

Novembre 2024



Comment mettre en œuvre et donner du sens à la participation ?

Le Pôle ressources ville et développement social, centre de ressources politique de la ville ouest francilien (Hauts-de-Seine, Val d'Oise, Yvelines), est un facilitateur au service des acteur·rices du développement des quartiers populaires et des territoires. L'association exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel·les, acteur·rices de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu·es de l'ouest francilien, dans les domaines du développement social et territorial.

Direction de la publication : Guillaume Dejardin et Caroline Dumand

Rédaction : Noémie Siéfert

Chargé d'édition : Kaki Agency

Illustration et prise de notes graphiques : Laure Siéfert

AVANT-PROPOS

Pourquoi un cycle de réflexion sur la participation des habitant·es et les quartiers populaires ?

Le sujet de la « participation des habitant·es », particulièrement présent lorsqu'il s'agit des quartiers populaires, peut renvoyer à des formes ou intentions très différentes. La diversité des termes employés pour la caractériser - démocratie locale et participative, participation citoyenne, expertise d'usage ... - l'illustre pleinement. Au cours des derniers contrats de ville, et à la suite de la promulgation de la loi Lamy (2014) qui a instauré la création des conseils citoyens, les expérimentations participatives à destination des habitant·es se sont multipliées dans le champ du développement social urbain (diagnostics en marchant, santé communautaire, parents relais, concertations, tables de quartier, évaluation participative...). Ces démarches tentent d'apporter des réponses nouvelles, plus efficaces et en prise directe avec les besoins des populations, à des problématiques multifactorielles, amplifiées tout à la fois par la crise sanitaire et ses conséquences de moyen terme, et par la crise inflationniste actuelle. Pour autant, celles-ci peinent parfois à relever le défi d'associer les habitant·es aux questions qui les préoccupent au quotidien. Au contraire, des démarches restent parfois trop méconnues alors qu'elles apportent des méthodologies éprouvées et efficaces pour récolter la parole habitante et impliquer les premier·es concerné·es à des projets au sein des quartiers. Face à ce double constat, le Pôle ressources a initié un cycle de qualification afin de nourrir les réflexions et partager expériences et méthodologies dans le domaine de la participation des habitant·es au sein des quartiers populaires. Cette publication entend restituer la deuxième rencontre de ce cycle qui se poursuivra par une série de plusieurs rencontres thématiques.

ACCUEIL CAFÉ



INTRODUCTION

Quartiers populaires et participation des habitant·es : Comment mettre en œuvre et donner du sens à la participation ?

S'inscrivant dans la continuité d'une première rencontre dédiée à la participation citoyenne, le Pôle ressources a proposé un second temps afin de prolonger la réflexion sur cet enjeu clé.

Afin de donner du sens à la participation citoyenne et de l'inscrire dans la durée des contrats en cours d'élaboration, et plus que cela dans l'ensemble des démarches menées, cette journée visait à :

1

Redonner du **sens** à l'**ambition de la participation** et **prendre du recul** sur le **jargon utilisé** ;

Caroline Dumand
DIRECTRICE ADJOINTE
PÔLE RESSOURCES



je suis très contente de vous accueillir pour cette journée sur la participation des habitantes et de habitants

2

Partager des enseignements, des conditions et des méthodes pour mieux coopérer et récolter la parole habitante ;

LES OBJECTIFS DE LA JOURNÉE

- > enjeux, conditions et obstacles à la participation des habitant·e·s des quartiers.
- > approches permettant de favoriser la prise en compte des savoirs des plus éloigné·e·s.
- > diverses dynamiques participatives

et échanges !



Noémie Néfert
CHEFFE DE PROJET
PÔLE RESSOURCES

3

Favoriser les partages d'expériences de chacun·e et valoriser des initiatives locales en matière de participation.



Cette publication entend restituer les présentations orales et enseignements en matière de participation citoyenne et de coopérations interacteur-rices, de différentes expérimentations menées, d'une part, à l'échelle nationale avec le 6ème rapport national de recueil de paroles d'habitant-es des quartiers populaires et l'expérience des tables de quartiers ; l'Animation territoriale citoyenne (ATC) ainsi que « Quartiers à impact collectif » et d'autre part, des retours d'expériences locales : l'analyse des besoins sociaux et des ressources (ABS+R) de Romainville (93) animé avec la Compagnie Générale des Autres ; le projet "Nos quartiers ont une histoire" porté par la Commune de Beaumont sur Oise (95) ; Ma Communauté Circulaire de l'Association Terravox à Trappes (78), Bobigny et Bondy (93) et une démarche de soutien éducatif par l'association École et Famille, Saint-Ouen l'Aumône (95). L'ensemble de ces expériences a été repéré grâce au lancement d'un appel à contributions lors de l'été 2023 par le Pôle ressources. Puis, ces initiatives ont été présentées lors de la rencontre du 30 Novembre 2023, qui s'est tenue à l'Atrium d'Argenteuil et a réuni près de 70 participant-es.

SOMMAIRE

PARTIE I : PARTICIPATION DES HABITANT·ES ET COOPÉRATIONS INTERACTEUR·RICES : RETOURS SUR DES EXPÉRIMENTATIONS NATIONALES	10
1. Face à la résignation, comment mobiliser ? Réflexions issues du 6ème rapport national de recueil de paroles d'habitant·es des QPV et de l'expériences des tables de quartier - Jérémy Louis	10
2. Quels ingrédients de réussite pour animer des dynamiques territoriales citoyennes ? Enseignements de l'expérience ATC - Animation territoriale citoyenne du Mouvement national des régions de quartiers (en partenariat avec la Fédération des Centres sociaux et le réseau Bleu Blanc Zèbre) - Capucine Aumignon	15
3. Comment mobiliser des acteur·rices autour de priorités d'action ? L'expérimentation « Quartiers à impact collectif » - Gabriele Caggianese	19
PARTIE II : DÉBATS PARTICIPATIFS - BOCAUX À POISSONS	22
1. Comment permettre aux habitant·es de trouver de l'intérêt à participer et maintenir la mobilisation dans le temps ?	23
2. Comment transformer les rapports de forces et les enjeux de pouvoir dans les démarches de participation ?	24
3. Quelles pratiques et méthodes de coopération et d'animation pour inclure le plus grand nombre et libérer la parole ?	25

PARTIE III : RETOUR D'EXPÉRIENCES ET PRÉSENTATIONS D'INITIATIVES LOCALES	26
1. Présentation de l'analyse des besoins sociaux et des ressources (ABS+R) : une démarche innovante de diagnostic - Sébastien Poulet-Goffard	26
2. Présentations d'initiatives locales participatives	30
• "Nos quartiers ont une histoire" : un travail de recueil de la mémoire de quartiers d'habitat social, Commune de Beaumont sur Oise (95)	30
• « Ma Communauté Circulaire » : une expérimentation autour de la gestion des déchets pour lancer une dynamique autour de l'économie circulaire, association Terravox, Trappes (78), Bobigny et Bondy (93)	33
• Bibliothèque et aide aux devoirs dans un foyer Adoma : une démarche de soutien à l'éducation des enfants, Association École et Famille, Saint-Ouen l'Aumône (95)	36
• Appropriation des projets du contrat de ville : une démarche pour inclure les habitant·es et contribuer à changer l'image des quartiers, Argenteuil (95)	38

PARTIE 1

PARTICIPATION DES HABITANT·ES ET COOPÉRATIONS INTERACTEUR·RICES : PRÉSENTATIONS D'EXPÉRIMENTATIONS NATIONALES

1. FACE À LA RÉSIGNATION, COMMENT MOBILISER ?

RÉFLEXIONS ISSUES DU 6ÈME RAPPORT NATIONAL DE RECUEIL
DE PAROLES D'HABITANT·ES DES QPV ET DE L'EXPÉRIENCE
DES TABLES DE QUARTIER

Jérémy Louis est docteur en études urbaines au sein du laboratoire Mosaïques - LAVUE et de l'université Paris Ouest Nanterre. Ses travaux portent sur l'action associative dans les quartiers populaires et plus spécifiquement sur les centres sociaux. Il a travaillé plusieurs années au sein de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), où il a notamment coordonné l'expérimentation des « tables de quartier ». Il a également été missionné pour rédiger le dernier rapport national de paroles d'habitant·es de Quartiers populaires.

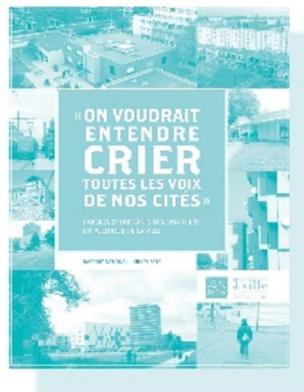
Le rapport "Paroles d'habitant·es des quartiers populaires" : contexte et objectifs

﴿رديكي﴾ **Jérémy Louis**

Le rapport biennal "Paroles d'habitant·es des quartiers populaires" paraît tous les deux ans, sous la forme d'un livre, rédigé à partir du recueil de la parole d'habitant·es sur un sujet qui concerne leur vie quotidienne au sein de leur quartier. Initié en 2011 par la Fédération nationale des centres sociaux et le Réseau national des centres de ressources politique de la ville, ce projet est fondé sur la conviction partagée de la place qui doit être laissée aux habitant·es dans la construction des politiques publiques qui les concernent.

En 2023, 19 centres sociaux se sont mobilisés dans cette démarche, au travers l'organisation de deux rencontres sur chaque territoire engagé, ce qui, au niveau national, représentait 230 habitant·es résidant en quartiers populaires qui se sont exprimé·es sur des problématiques, des envies d'agir ou encore des colères liées à leur vie quotidienne. Comme au lancement de chaque rapport, des rencontres, organisées localement au sein des centres sociaux et rassemblant 10 à 30 personnes, ont permis de récolter les premières paroles. A l'issue de ces dernières, une rencontre à l'échelle nationale réunissant professionnel·les et habitant·es engagé·es dans la démarche, a été organisée pour échanger à partir de cette matière et définir collectivement les thématiques principales du nouveau rapport (le logement, le cadre de vie et la jeunesse). Une fois ces dernières fixées, une seconde rencontre a été mise en place dans chaque centre social au cours de laquelle les animateur·rices ont posé des questions en lien avec les thématiques retenues.

2012



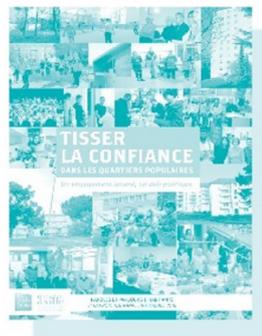
15 centres sociaux,
8 départements
*Regard général
des habitant·es*

2014



22 centres sociaux,
10 départements
Regard de jeunes

2016



21 centres sociaux,
9 départements
*Regard sur le rôle des habitant·es
tisseurs de liens dans les quartiers*

2018



12 centres sociaux,
10 départements
*Regard général
des habitant·es*

A partir de l'ensemble des données (enregistrements sonores des rencontres locales), j'ai ainsi pu me lancer dans la structuration et l'écriture du rapport. Chaque année, une grande importance est laissée aux verbatims et aux citations.

20 centres sociaux tous les 2 ans ne sont forcément pas représentatifs de l'ensemble des habitant-es des quartiers populaires ; mais l'idée est d'avoir un rapport qualitatif plus que quantitatif, pour être proche des problématiques et enjeux rencontrés sur le terrain.

Zoom sur la dernière édition consacrée à la thématique de l'engagement

La dernière édition de 2023 a porté sur le thème de l'engagement et des mobilisations, et, par conséquent, différents dispositifs participatifs ont largement été évoqués. Il est intéressant de se rendre compte que des problématiques communes ressortent tous les ans, et cela quelle que soit l'entrée principale choisie. Par exemple, les enjeux liés au logement, au cadre de vie et à la jeunesse reviennent beaucoup. Des constats similaires se retrouvent et en même temps, des divergences se font remarquer. Les programmes de renouvellement urbain par exemple, ont pu, à certains endroits, amener des solutions à des problématiques, alors que dans d'autres, ils ont généré des frustrations. Le sentiment d'injustice est également toujours évoqué, il se verbalise notamment par la sensation de ne pas vivre avec les mêmes droits que la population qui ne réside pas dans ces quartiers. Les témoignages mettent en avant le fait que des solutions à des problématiques impactant la vie quotidienne (situation d'isolement, problématiques de mobilité ...) auraient été trouvées plus rapidement dans des quartiers plus aisés. D'autres personnes ont évoqué à plusieurs reprises, qu'à l'approche de Noël, les décorations que l'on voit en centre de ville s'arrêtent en général à l'entrée du quartier. Ce type d'exemple peut paraître, à première vue, anecdotique, il illustre pourtant le sentiment de ne pas être mis au même niveau, et la sensation récurrente de ne pas être écouté. Les dispositifs de participation revendiquent pourtant la prise en compte de la parole des habitant-es, mais ces dernier-es ont tendance à se sentir sur-sollicité-es et ont bien souvent le sentiment d'être entendu-es mais de ne pas être écouté-es.



“On n’a pas attendu les pouvoirs publics pour s’engager, agir, trouver des solutions”

Pour cette édition, le choix de la thématique de l’engagement est apparu à la suite de la mise en commun des paroles issues des premières rencontres. “On n’a pas attendu les pouvoirs publics pour s’engager, agir, trouver des solutions”, ont plusieurs fois confié des personnes au cours des discussions. La période Covid a été un exemple très fort. Beaucoup d’actions locales se sont mises en place avec le soutien d’associations de quartier. Il est alors apparu important de mettre l’accent sur cette notion d’engagement.

Il existe de nombreux types d’engagements, parfois invisibilisés, même par les personnes qui s’engagent au quotidien et qui ne considèrent elles-mêmes pas cela comme de l’engagement (entraide, solidarité entre voisin-es...). Cela conduit à un paradoxe avec, d’un côté de nombreuses personnes qui

s’engagent au quotidien (formes informelles de solidarité, actions de contestation...) et sont souvent invisibilisées, et de l’autre, des formes d’engagement plus visibles (dans des associations et des espaces de militantisme) où les personnes témoignent avoir parfois du mal à passer le relais. Il ressort ainsi un manque d’espaces et d’opportunités de rencontres entre des personnes qui ont envie de s’engager et d’autres qui s’engagent au quotidien. Une des réussites de ce rapport a justement été de favoriser la mémoire du militantisme dans certains quartiers pour permettre à des personnes de s’engager et à d’autres, de transmettre leur mémoire liée au quartier.

**« Non, non, moi je ne suis pas engagée. »
Sa voisine : « Toi, tu ne t’engages pas ?
Mais tu es tout le temps là, pour donner des
coups de main ! Tu ramènes même
tes voisines avec toi, Sylvie, Patricia,
tes amies... Et tu fais même à manger
pour tout le monde ! ».**
Rencontre Centre social Maison Bleue,
dans le 18^e arrondissement de Paris,
le 3 décembre 2022



↑ Rosiers Chantepie, Sarcelles



↓ Champs de Courne, le Bourcaut

Il y a un sentiment que l’engagement c’est nécessairement quelque chose de l’ordre du long terme, de collectif, d’une forme de combat, aussi. Les petits coups de main, les attentions quotidiennes, ne sont pas perçus comme une forme d’engagement, alors qu’ils font beaucoup pour les habitant-es et pour améliorer, à leur échelle, les conditions de vie de chacune.

**« Les gens ne voient pas
nécessairement la solidarité
quotidienne comme une forme
d’engagement en soi. »**
Entendu lors de la rencontre nationale
du 1^{er} octobre 2022, Paris

Les espaces de vie démocratique dans les quartiers populaires : constats et pistes d'actions

Une question a été posée aux habitant·es : “avez-vous déjà participé à des concertations ou des instances de participation ?”

Deux constats forts en sont ressortis.

D'une part, une majorité de personnes (environ 70 %) ne sait toujours pas ce qu'est la concertation. Les termes de “consultation”, “coconstruction” ne leur parlent pas forcément. Malgré tous les dispositifs mis en place, cela reste peu connu et reconnu. Et parmi les personnes qui se mobilisent, ces espaces peuvent générer de la déception et de la frustration car ils sont trop souvent déconnectés des attentes des personnes qui viennent participer et souhaiteraient avant tout pouvoir parler des problématiques de leur quotidien : “Non, ce n'est pas l'endroit. Nous sommes ici pour parler des problématiques du contrat de ville... ce n'est pas le moment d'en parler”.

A l'inverse, des personnes souhaitent s'engager parfois de manière plus politique mais on leur rétorque également que ce n'est pas l'endroit. **Les écarts entre les attentes des personnes et ce que sont réellement ces espaces de concertation demeurent un enjeu crucial.**

Ce rapport nous a permis de mettre en exergue deux pistes de réflexions :

Il est nécessaire d'avoir des espaces de concertation clairs sur leurs objectifs. Le mot de coconstruction par exemple, qui, à l'origine voulait dire codécision, reste flou et ces espaces ne sont en réalité souvent pas assez ambitieux. Ce manque d'ambition et de clarté est dommageable car la démocratie participative a pour but que les citoyen·nes aient plus de pouvoir et de confiance dans les processus de décision, et non de créer encore plus de frustrations. Le premier enjeu réside alors dans le fait d'être clair sur ce que l'on fait lorsque l'on produit des espaces de concertation (cf. échelle d'Arnstein).

Le deuxième enjeu qui paraît crucial concerne la formation. L'école du renouvellement urbain (ERU) avait pour projet par exemple de former tous les conseils citoyens afin que les habitant·es acquièrent le même niveau de connaissance que les technicien·nes et les élu·es. Or, ce sont aux agent·es des collectivités que revient la tâche d'inventer des moyens et formats pour que les citoyen·nes trouvent leur place.

Cet enjeu-là implique de se poser des questions pragmatiques telles que les horaires de réunion. Comment s'assurer de la communication, quel sujet est-il pertinent d'aborder ou de ne pas aborder ? Des personnes venant avec des problèmes concrets, il y a par conséquent un intérêt à agir sur des problématiques à très court terme (panne d'ascenseur, chauffage...) avant d'aborder des enjeux plus complexes tels que le renouvellement urbain. Enfin, il est nécessaire de repenser la manière dont on accueille les différentes parties prenantes autour de la table.

2. QUELS INGRÉDIENTS DE RÉUSSITE POUR ANIMER DES DYNAMIQUES TERRITORIALES CITOYENNES ?

ENSEIGNEMENTS DE L'EXPÉRIENCE ATC - ANIMATION TERRITORIALE CITOYENNE DU MOUVEMENT DES RÉGIES (EN PARTENARIAT AVEC LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET LE RÉSEAU BLEU BLANC ZÈBRE)

Capucine Aumignon est chargée de mission, référente sur les questions de précarité énergétique, mobilité durable et économie circulaire, en binôme avec Jennifer Hamm, cheffe de projet développement social, qui a eu l'occasion de suivre la démarche Animation territoriale citoyenne. Le Mouvement des Régies (anciennement Comité National de Liaison des Régies de Quartier, CNLRQ) a été créé en 1988. Il joue un rôle de porte-voix et de ressource pour les 127 Régies de Quartier et de Territoire qui le composent, à travers les missions suivantes : promouvoir la richesse du réseau des Régies dans toute sa diversité, accompagner et animer les Régies, soutenir l'innovation et l'expérimentation, et garantir le respect du modèle. Les Régies portent une vision humaniste centrée sur les besoins des habitant·es de territoires en difficulté, en les rendant acteur·rices et en renforçant leur pouvoir d'agir dans la vie de leur quartier. Une Régie génère de l'activité économique et emploie en priorité les habitant·es, favorisant ainsi l'insertion professionnelle dans des zones où le chômage est souvent plus élevé qu'ailleurs.

Animation Territoriale Citoyenne (ATC) : une démarche pour structurer une coopération à l'échelle locale

Capucine Aumignon

La démarche Animation Territoriale Citoyenne (ATC), expérimentation menée entre 2019 et 2022, est née d'une rencontre entre trois réseaux : la Fédération nationale des centres sociaux, le mouvement national des régies de quartiers, et l'association Bleu Blanc Zèbre, convaincus **que la coopération sur des territoires ne se décrète pas, mais s'anime et qu'il est important de donner des moyens pour structurer cette coordination à l'échelle locale.**

Lancée en partenariat avec l'ANCT, l'ATC s'est matérialisée par la création de postes d'animateur·rices sur 15 territoires expérimentaux au sein de quartiers prioritaires, partout en France. Au sein de 5 sites, l'animateur·rice territorial est rattaché·e à un centre social, sur 5 autres sites à une régie de quartier et sur les 5 derniers, à Bleu Blanc Zèbre. Un chef de projet, recruté au national et salarié des trois réseaux, contribue à la montée en compétences des animateur·rices locaux. **L'ambition de la démarche** consiste à **valoriser la compétence des associations en termes d'ingénierie participative et leur légitimité pour animer les coopérations sur les territoires**. Cette action s'est construite en complémentarité à la politique de la ville, avec la volonté d'enrichir sa programmation, sans se substituer à cette dernière. Afin de s'assurer que chaque démarche locale soit bien citoyenne et participative, des invariants méthodologiques ont été mis en place. D'une part, s'assurer que les comités de pilotage locaux intègrent le délégué du préfet et l'équipe politique de la ville, d'autre part, organiser une phase de diagnostic partagé sur chaque site d'expérimentation et déterminer collectivement un projet territorial.



Les effets produits par ces expérimentations sur les territoires

Le projet a été pensé avec une évaluation sur le long court et accompagné par le cabinet ASDO. Avec 3 confinements successifs, la démarche a été complexe à mettre en place pour les animateur·rices locaux. Cependant, celle-ci a joué un rôle d'incubateur de projets très concrets au sein des territoires. A Avignon par exemple, un projet de place des femmes dans l'espace public est né de ces rencontres ; à Grenoble, une coformation entre différent·es acteur·rices du territoire a vu le jour ; et aux Mureaux, cette expérimentation a permis d'initier un projet de tiers-lieu et de coopérative jeunesse.

Quatre modèles pour conduire les animations ont été plébiscités selon les spécificités de chaque territoire (densité associative, espaces de coordination préexistants...) en mettant l'accent sur :



La participation des habitant·es



L'animation inter-institutionnelle



La coordination inter-associative



La redynamisation de la vie associative

De manière globale, ce projet a permis de **renforcer la coopération inter-associative, de donner plus de moyens à la participation des habitant·es au sein des quartiers, et de questionner leur place ainsi que celle des associations dans les espaces de dialogue impulsés par la Politique de la ville**. Il est intéressant de relever également que grâce à cette démarche, d'autres formes de gouvernance ont également pu être expérimentées, en questionnant notamment le rapport entre financeurs et financés, des animateur·rices territoriaux ont pu monter en compétence, et les liens entre les trois associations porteuses de la démarche se sont resserrés.

Des freins à cette action ont par ailleurs été soulevés. Dans certains quartiers, des incompréhensions sur la plus-value de cette dernière ont été évoquées, étant donné l'existence d'un travail d'animation de la politique de la ville ou d'un tissu associatif riche. De plus, le temps alloué au diagnostic partagé a pu représenter une difficulté importante laissant un temps (trop) réduit pour mener de bout en bout les actions envisagées.

Les enseignements à tirer de cette expérimentation (2019-2022)

Initié en 2019, la démarche s'est terminée en 2021, se poursuivant néanmoins dans certains territoires jusqu'en 2022. Aujourd'hui, 6 des 15 démarches expérimentales ont été pérennisées.

Des enseignements issus de ces dernières sont toutefois à garder à l'esprit :



Le portage associatif de l'animation a été un levier important : il a permis de créer des relations symétriques entre les différent·es acteur·rices et ainsi dépasser des échanges plutôt verticaux jusqu'alors. Il est nécessaire d'accepter que les coopérations donnent des résultats sur le temps long (1 à 2 années sont souvent nécessaires pour voir les fruits de cette coopération), et donc de penser l'action publique dans la durée.



L'importance d'investir dans des postes associatifs : il est nécessaire que les associations puissent faire valoir leur savoir-faire en matière de participation et d'association des habitant·es. Elles ne sont pas uniquement des productrices de projets ou d'actions.



Les instances de pilotage doivent s'assurer du maintien d'une égalité de pouvoir de décision sur le territoire, en s'assurant qu'il y ait une diversité de représentant·es ;



Le projet doit avoir du sens pour l'ensemble des parties prenantes et doit être perçu comme une expérimentation commune ;



Il est nécessaire d'accepter que les coopérations donnent des résultats sur le temps long (1 à 2 années sont souvent nécessaires pour voir les fruits de cette coopération), et donc de penser l'action publique dans la durée.

3. COMMENT MOBILISER DES ACTEUR·RICES AUTOUR DE PRIORITÉS D'ACTION ?

L'EXPÉRIMENTATION « QUARTIERS À IMPACT COLLECTIF »

 **Gabriele Caggianese**

La SCOP Accolades est une entreprise collective, sociale et solidaire, créée en 2009. S'appuyant sur des méthodes coopératives et d'intelligence collective, elle accompagne des institutions, fédérations, associations ou des entreprises sur des missions de formation et accompagnements en politiques sociales et territoriales. Gabriele Caggianese est salarié-associé et animateur-formateur au sein de la SCOP. Il a accompagné l'expérimentation "Quartiers à impact collectif", - coportée et financée par un consortium dont fait partie l'ANCT -, sur 3 territoires, en Auvergne Rhône Alpes, à Mayotte et dans le Nord de la France.

Les origines de l'expression "impact collectif"

L'expression « impact collectif » a été inventée en 2011 par John Kania et Mark Kramer, consultants au **FSG (cabinet de conseil en impact social)** pour désigner une forme structurée de coopération. Il s'agit d'une approche des coopérations basée sur l'impact collectif recherché. Dans un article dédié au sujet, paru dans le magazine Stanford Social Innovation Review, ils décrivent certains des ingrédients permettant aux initiatives communautaires de passer d'une situation où les « actions et les résultats sont fragmentés » à une « **action commune menant à un impact collectif profond et durable** ». Cet article a eu l'effet d'un électrochoc dans le domaine du changement communautaire en Amérique du Nord.

Cette théorie repose sur trois constats :

➤ **Aucune organisation isolée ne peut à elle seule résoudre des problèmes complexes comme la pauvreté**

Les initiatives ayant davantage d'impact se trouvent être là où les personnes ont abandonné l'idée de construire un impact social toutes seules, en assumant de reconnaître avoir besoin d'une construction collective.

➤ **La nécessité de coopérer sur les territoires**

La démarche « Impact collectif » vise à incarner une coopération intercitoyenne. Elle passe notamment par un changement d'attitude des financeurs. Ces derniers doivent être dans une logique de financer une vision plus que des actions, en accordant la confiance aux porteur·ses de projet sur leur capacité d'expérimenter.

► **Travailler sur le sentiment d'urgence à agir sur une cause pour mobiliser les acteur·rices et les ressources**

Face à une situation qui présente un caractère d'urgence, un ensemble d'acteur·rices va avoir tendance à partager un même sentiment d'agir dans l'immédiateté. A titre d'exemple, en Guyane, tous·tes les acteur·rices s'entendaient à dire que l'urgence ne réside pas à agir sur le lien social ou la participation mais sur la prévention des processus de délinquance juvénile. Dans la démarche « Quartier à Impact collectif », chacun·e essaye par conséquent de mettre ses compétences et ressources au service du sujet le plus urgent.

L'expérimentation "Quartier à impact collectif" : 5 composantes clés

La démarche a été lancée par un consortium d'acteur·rices composé·es de Tamarac, Niska, et Dynamo, au sein de 10 quartiers en France (de Saint Etienne, de Grenoble...). Cette démarche s'est tenue sur 8 à 9 mois, avec 12 jours de formation dans la 1ère phase, puis un accompagnement plus individualisé. Trois parties prenantes majeures ont été mobilisées : l'Etat (un·e délégué·e du préfet), une collectivité (un·e chef·fe de projet politique de la ville), et des représentant·es de la société civile (association). Il a été nécessaire de constituer ce trinôme pour construire la démarche et l'expérimenter dans les différents quartiers.

Chaque troïka a été accompagnée en suivant les 5 composantes de l'impact collectif :

1. Se mettre d'accord sur une vision collective et un plan d'action commun

L'objectif est d'abord de se mettre d'accord sur une vision ambitieuse, réaliste et positive et d'établir un plan d'action commun au niveau territorial. La question à se poser est la suivante : que souhaite-t-on faire ensemble ? A partir de ce questionnement il s'agit ensuite de chercher différentes compétences pour essayer d'agir.

2. Développer un engagement inclusif sur le territoire

Il s'agit de ne pas faire à la place mais avec : "jamais rien sur nous, sans nous", et permettre aux personnes concernées en premier lieu d'être en situation de pouvoir dire et communiquer sur l'enjeu traité. Cette composante met l'accent sur la nécessité d'engager toutes les parties prenantes du début à la fin, en se refusant à faire de la simple consultation.

3. Mettre en place des stratégies à fort impact

Mettre en place des stratégies à fort impact consiste à varier les points de vue et les angles d'attaque du ou des problèmes urgents identifiés. Par exemple, si l'on vise à réduire la consommation de stupéfiants chez les jeunes, il s'agit d'adopter différentes approches sur la santé, le social, le volet répressif..., et de jouer ainsi sur la complémentarité des actions mises en œuvre.

4. Suivre, évaluer et tirer des apprentissages stratégiques

Quartiers à impact collectif repose sur une démarche itérative. Le suivi évaluatif et l'apprentissage vont faire évoluer et permettre d'ajuster les projets au fil de l'eau. Dans cette perspective, il est intéressant de mettre en place différentes règles dont celle d'accepter de se tromper, et de tirer des enseignements des erreurs afin de s'améliorer au fur et à mesure.

5. Groupe de soutien piloté

Il s'agit d'avoir un véritable pilotage par les 3 parties-prenantes, comme mentionné précédemment, mais aussi de coconstruire « le vol » au fur et à mesure avec les « passagers » c'est-à-dire les premier-es concerné-es.

PARTIE 2

DÉBATS PARTICIPATIFS - BOCAUX À POISSONS

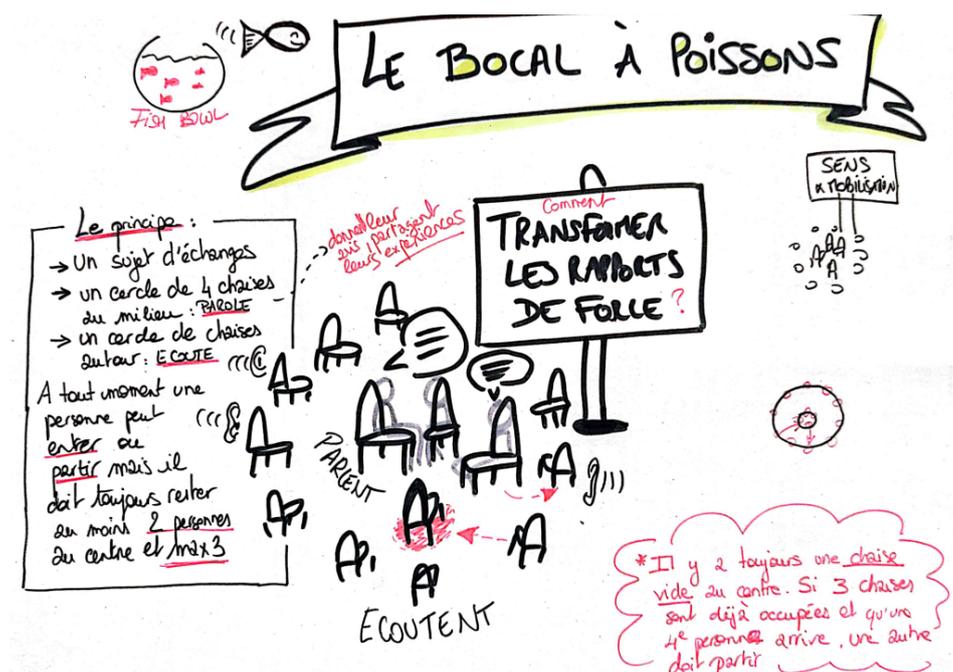
Les bocaux à poissons sont des formats d'échanges participatifs : 3 chaises sont positionnées en cercle au centre et d'autres tout autour. Les personnes se trouvant au centre souhaitent réagir et contribuer à la question posée. Les autres écoutent et peuvent venir à tout moment occuper une chaise du centre. L'une de celle-ci doit toujours être libre afin de permettre à qui veut de venir parler au centre. Quand une 3ème personne arrive au centre, une des 2 autres doit partir.

Trois questions-clés inspirées de questionnements régulièrement soulevés par les professionnel·les, ont été posées pour ouvrir des échanges et débats à partir des expériences de chacun·e :

➤ 1- Comment permettre aux habitant·es de trouver de l'intérêt à participer et maintenir la mobilisation dans le temps ?

➤ 2- Comment transformer les rapports de forces et les enjeux de pouvoir dans les démarches de participation ?

➤ 3- Quelles pratiques et méthodes de coopération et d'animation pour inclure le plus grand nombre et libérer la parole ?



De ces échanges, quelques éléments clés issus des débats ont été retranscrits ci-dessous :

1- COMMENT PERMETTRE AUX HABITANT·ES DE TROUVER DE L'INTÉRÊT À PARTICIPER ET MAINTENIR LA MOBILISATION DANS LE TEMPS ?

Les points-clés, du point de vue des participant·es :



Instaurer une relation de confiance



Décider les sujets à débattre avec les personnes impliquées, puis les transposer en termes de besoins et d'objectifs, en privilégiant le concret et le rapide



Créer du sens pour faire venir



Créer les lieux, les espaces, le temps pour permettre le dialogue entre les habitant·es et les institutions



Soutenir les forces informelles / les formes de participation non institutionnelles : cela nécessite de la flexibilité et des moyens humains



Lever les freins sur la garde d'enfants et adapter les horaires aux rythmes des personnes



Être clair sur la récolte de la parole (ce qui sera pris en compte / pas pris en compte), et expliquer pourquoi, indiquer ce qui sera fait de cette parole



Rémunérer les personnes impliquées (exemple : convention climat)



S'interroger en tant que professionnel·les sur l'absence de participation des habitant·es et sur le partage du pouvoir



S'appuyer sur les compétences de chacun·e



Donner toutes les informations nécessaires en amont : repenser les approches / modes de faire

2- COMMENT TRANSFORMER LES RAPPORTS DE FORCES ET LES ENJEUX DE POUVOIR DANS LES DÉMARCHES DE PARTICIPATION ?

Instaurer un climat de confiance

- › Mettre en place un cadre pour que les personnes se sentent à l'aise et en capacité de prendre la parole
- › Créer du lien entre les personnes, dans une démarche de prendre soin
- › S'assurer d'un équilibre entre ce qui est donné et pris

Inclure les personnes dans la construction des espaces de réunions

- › Définir collectivement le public invité et des différentes organisations du travail en réseau
- › Passer par des petites actions (plutôt que par des thématiques générales)
- › Dessiner l'action des personnes (Sociogénogramme)
- › Renforcer le pouvoir d'agir des habitant·es (ex : formation pour devenir parents d'élèves).

Réguler les conflits

- › Dépasser le clivage du conflit, médiatiser le conflit pour amener à des solutions
- › Partager les responsabilités, par exemple : donner un rôle aux habitant·es
- › Reconnaître tout ce que les personnes font même si ce n'est pas conforme (plainte, demande, violence...)

3- QUELLES PRATIQUES ET MÉTHODES DE COOPÉRATION ET D'ANIMATION POUR INCLURE LE PLUS GRAND NOMBRE ET LIBÉRER LA PAROLE ?

Posture

› Être dans l'écoute, le non-jugement, l'empathie créer une relation de confiance, être dans une posture d'accompagnement et de porte-parole

Outils

- › Faire ensemble, coconstruire
- › Donner à voir des vidéos pour susciter l'envie de s'engager dans des comités de quartier
- › Mettre en place des actions très concrètes sur le court terme
- › Passer par l'art, l'écriture, la peinture, le ludique pour mieux comprendre chacun·e et libérer la parole
- › Organiser du porte-à-porte pour sensibiliser

Conditions

- › Adapter la communication (utilisation de visuels)
- › Adapter son langage au public (traduction, parler simplement)
- › Avoir des temps individuels et collectifs pour permettre à chacun·e de s'exprimer voire de construire un point de vue collectif
- › Mobiliser le public concerné (exemple : difficultés à faire venir certains publics : jeunes, personnes actives...)

PARTIE 3

RETOUR D'EXPÉRIENCE ET PRÉSENTATIONS D'INITIATIVES LOCALES

1. PRÉSENTATION DE L'ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX ET DES RESSOURCES (ABS+R) : UNE DÉMARCHE INNOVANTE DE DIAGNOSTIC

Sébastien Poulet-Goffard est cofondateur de la Compagnie Générale des Autres. Celle-ci est une association qui favorise les coopérations interacteur·rices pour la solidarité sur les territoires. Elle contribue à renforcer les écosystèmes locaux de solidarité en reliant les acteur·rices et organisations de territoires fragiles et crée des espaces de collaboration entre professionnel·les pour améliorer leurs pratiques. Elle diffuse également un podcast et des publications dédiés aux nouvelles pratiques de solidarité.

Elle a expérimenté à Romainville, en partenariat avec la mairie, le cabinet Compas, et soutenue par le fonds ODD 17 (Objectifs de Développement Durable) une démarche innovante consistant à identifier et actionner la diversité des ressources locales en réponse aux besoins sociaux du territoire.

Les origines de la démarche

 **Sébastien Poulet-Goffard**

Les CCAS ont pour obligation de produire une analyse des besoins sociaux, document socle de la politique sociale locale. Composée d'ancien·es travailleur·ses sociaux, la Cie Générale des Autres a constaté que cette analyse se concentrait sur ce qui ne va pas, sans prendre en compte les aspects positifs, les ressources sur lesquelles peuvent s'appuyer les habitant·es sur le territoire : ce qui est important pour elles-eux, ce qui leur donne envie de vivre dans le quartier... La dimension de solidarité semble être un enjeu clé des politiques publiques et un vecteur important de mobilisation.

Cette démarche est née du constat que les territoires, tout comme les individus, possèdent beaucoup de ressources à mettre au service de la réponse sociale.

L'expérimentation à Romainville : partir des ressources identifiées avec des acteur·rices du territoire comme levier de développement territorial

L'association a commencé par faire une immersion sur le territoire, au cours de 10 journées, en constituant un réseau de personnes ressources, en identifiant des lieux et symboles de la ville, et en se focalisant en particulier sur la culture de Romainville. Au total, 60 acteur·rices ont été rencontrés (habitant·es, acteur·rices associatifs, entrepreneur·ses, commerçant·es, agent·es de la mairie et du territoire...) ; 2 journées d'exploration historique et sociologique réalisées ; et 3 échanges collectifs pour codéfinir les sujets d'avenir. Cela a permis de récolter un nombre important de données, de les mettre en articulation avec les résultats de l'ABS, puis de rédiger un rapport ressources, en mettant notamment en évidence des éléments qui incarnent la culture propre de Romainville (ambiance populaire qui rassemble, esprit village...)

En parallèle, des **ressources mobilisées ou à mobiliser** ont été identifiées pour faire vivre la culture romainvilloise :



le maraîchage



les équipements et associations par quartier



les patrimoines bâtis



les équipements et les associations qui rayonnent sur toute la ville



les entreprises et commerçants



la communauté de santé

Deux grands ateliers coconstruits avec des acteur·rices du territoire

A partir de l'immersion, la stratégie de mobilisation s'est poursuivie autour de la coconstruction de 2 grands ateliers.

Le premier préparé lors d'une réunion avec 15 acteur·rices de différents âges, quartiers et profils (agent·es, habitant·es, associatifs), visait à cocréer des visions de l'avenir en mobilisant les ressources de Romainville. Conçue avec les acteur·rices ressources, le Compas et une facilitatrice graphique, l'animation du premier grand atelier s'est organisée autour de deux axes :

1. Restitution des axes de l'ABS, des ressources et des sujets d'avenir.
2. Imagination collective autour des visions d'avenir sur chaque sujet présenté.

Les agent·es des centres sociaux et du CCAS ont coanimé ce temps fort au côté de l'équipe de la Compagnie Générale des Autres en utilisant des outils d'animation ludique et visuel (cartes postales du futur, fresque illustrant l'ABS+R, articulation entre les grands enseignements de l'ABS et les ressources structurées...).

Le second grand atelier a eu pour objectif de :

- › Faire un partage vivant des ressources de Romainville, puis un rappel des idées produites lors du grand atelier n°1, en lien avec les besoins sociaux.
- › Porter une réflexion collective sur les dispositifs à mettre en œuvre pour faciliter l'implication des forces vives locales dans le développement de la ville.

Les participant·es ont également pu proposer des pistes de réponses aux questions suivantes

- › Comment communiquer mes idées de projets à la mairie, aux habitant·es et acteur·rices ?
- › Comment je peux m'investir et m'impliquer dans les projets d'intérêt collectif ?
- › Comment la mairie pourrait m'aider quand j'ai une idée ?
- › Quelles seraient les conditions de réussite de notre coopération ?

Ces données ont offert des pistes pour cadrer la coopération entre la société civile et la municipalité

La fresque des ressources :



Enseignements de la démarche : réussites et freins

Avec du recul, plusieurs freins et leviers à cette démarche ont été identifiés. Parmi les points positifs, la démarche a créé une belle dynamique locale autour des besoins sociaux et des ressources du territoire. Elle a également contribué à développer une culture de la coopération et à faire évoluer les postures des acteur·rices qui y ont participé. Enfin, le référentiel Ressources produit est d'une grande qualité.

Toutefois, parmi les points plus compliqués qui ont été pointés : la partie immersive du projet a été très chronophage et énergivore à réaliser et une grande diversité de thématiques est apparue, difficilement traitables pour certaines dans le cadre de la démarche. Également, le référentiel ressources produit, bien que de qualité, n'était pas suffisamment appropriable par les acteur·rices publics. Enfin, de façon plus globale, la municipalité et ses services, ainsi que le dispositif d'évaluation, étaient insuffisamment préparés à cette expérimentation, ce qui a pu freiner son développement.

2. PRÉSENTATION D'INITIATIVES LOCALES PARTICIPATIVES

"NOS QUARTIERS ONT UNE HISTOIRE" :
UN TRAVAIL DE RECUEIL DE LA MÉMOIRE
DE QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL -
COMMUNE DE BEAUMONT SUR OISE (95)



🗣️ Avec *Halima Benaïda*,
conseillère municipale et
Chantal Haïdara, chargée
de mission

Comment est née la démarche ?

Dans le cadre des festivités autour des 1 000 ans de Beaumont-sur-Oise en 2022, il nous a semblé intéressant de lancer un appel à contribution aux habitant-es pour participer, d'un point de vue de l'histoire sociale et contemporaine, à une expérience sur une année se clôturant par un événement en novembre 2022. Cette expérimentation était nouvelle pour les habitant-es, puisque jusqu'à présent, Beaumont-sur-Oise ne possédait pas véritablement une culture de la participation citoyenne. L'idée de créer des bandes sonores qui racontent l'histoire du quartier a émergé. Celles-ci ont été réalisées à partir de témoignages d'habitant-es. Au cours de l'événement "Nos quartiers ont une histoire", sous des barnums, avec des casques MP3, 200 à 250 personnes ont pu venir écouter les 3 bandes sonores d'environ 15 minutes chacune, retraçant l'histoire du quartier dans les années 1960, 70 et 80.

Quels étaient les objectifs de la démarche ?

Cette démarche avait plusieurs objectifs :



Travailler au sentiment d'appartenance à la ville, favoriser l'inclusion sociale



Mobiliser des acteur·rices de terrain



Mobiliser des habitant·es dans une participation citoyenne



Permettre aux beaumontois·es, quel que soit leur âge, de mettre en valeur leur quartier par différents moyens et supports



Créer du lien social entre habitant·es autour d'un évènement fédérateur à l'échelle de la ville

Quelles sont les grandes étapes et actions menées ?

Présentation aux bailleurs et obtention de leur participation financière

OCTOBRE 2021



Appel à projet FIPD et Rencontre avec la compagnie kygel et immersion dans les 3 quartiers d'habitat social et la ville

JANVIER 2022



Appel à contribution des habitant·es par les médias de la ville et le réseau d'habitant·es

FÉVRIER 2022

Contacts d'habitant·es volontaires par la compagnie Kygel (une compagnie qui fait du théâtre, et de la vidéo) et interviews- témoignages (10 interviews conduites par quartier, profils d'âge divers sauf la catégorie 20-28 ans)

AVRIL À JUIN 2022



Montage des bandes sonores et scénographie de l'évènement en novembre

JUIN À OCTOBRE 2022



Évènement fédérateur ville "Nos quartiers ont une histoire » avec une exposition immersive

12 NOVEMBRE 2022

Quels éléments de réussite vous semblent intéressants à partager ?

Les impacts sur les participant·es ont été intéressants : certain·es ont pu découvrir la vie des quartiers d'habitat social, les personnes interviewées ont reçu un CD et leur participation a suscité leur intérêt et leur envie d'agir. Cette expérimentation a aussi été un moyen de faire remonter des revendications par rapport au cadre de vie (absence de bancs dans un quartier), et de mettre en place une consultation avec le bailleur social Erigère en 2022 sur le quartier, au cours de laquelle 70% d'habitant·es ont dit être favorables à la rénovation de l'espace public pour en faire un lieu plus convivial et deux ateliers participatifs et un arpentage ont également été menés.

Le projet de mettre en place des bancs et des espaces verts est en cours il n'y a la confirmation du démarrage du chantier n'a pas encore été donnée à ce jour. Enfin, cette démarche a suscité une demande de réaménagement sur un autre quartier géré par Val d'Oise Habitat.

Ce projet a lancé une démarche de participation habitante sur toute la ville, via le lancement de l'appel à contribution des habitant·es, la création d'un premier événement mettant les quartiers en valeur, en développant un partenariat avec la compagnie engagée Kygel.

Quels sont les points de difficultés ?

Des difficultés ont été rencontrées dans la mobilisation des habitant·es en zones pavillonnaires et issues du centre-ville. Il a également été difficile d'allier les temporalités du projet avec celles des habitant·es pour mener les interviews.

Enfin, le souhait est de **développer un impact sur l'orientation et l'emploi** grâce à la transmission de compétences et de connaissances autour de l'économie circulaire, notamment en direction des jeunes. L'objectif ultime est la création d'une communauté d'acteur·rices locaux (habitant·es, gardien·nes, DSU, association, ...) autonomes qui portent cette dynamique d'économie circulaire dans le quartier, après le départ de Terravox.

Quelles ont été les grandes étapes de la démarche ?

Une communauté circulaire est un projet sur 3 ans. La première étape concerne la réalisation d'un diagnostic complet des pratiques et des usages de la gestion des déchets, à l'échelle d'une résidence ou d'un quartier. Il est réalisé auprès des habitant·es, des bailleurs sociaux, des équipes de proximité... Ce diagnostic est ensuite présenté aux parties prenantes (bailleur, collectivité, gardien·nes, habitant·es, associations locales) pour récolter leurs avis, le compléter et imaginer un plan d'action ensemble pour améliorer le cadre de vie des habitants.

La première année se déroule avec des projets simples, créés et réalisés avec cette communauté naissante, pour ensuite réaliser des projets plus ambitieux et structurants sur les deuxièmes et troisièmes années.

A la fin du projet, l'objectif est d'avoir une communauté autonome, formée aux enjeux de l'économie circulaire et qui porte des projets sur l'amélioration du cadre de vie et de l'économie circulaire dans sa résidence et son quartier, voire sa ville. Le volet création d'emploi est aussi abordé avec les structures locales pour porter les projets issus de la communauté circulaire.

Quels éléments de réussite sont intéressants à partager ?

Les chantiers jeunes que nous avons réalisés en avril 2023 à Bondy et à Bobigny ont été des moments importants. Issus de notre diagnostic qui a permis d'identifier les problèmes de gestion des déchets sur ces quartiers, le chantier à Bondy a consisté à créer une zone de dépôts des encombrants dans une résidence où il n'existait aucun dispositif. Le chantier à Bobigny, quant à lui, a consisté à réhabiliter les trappes de tri, en les mettant aux bonnes couleurs et en y ajoutant des nudges, pour améliorer le geste de tri et lutter contre les dépôts sauvages près des bornes. Les réalisations de ces chantiers ont été bien accueillies par les habitant·es, qui ont relevé l'effort des jeunes du quartier : le fait que ces dispositifs soient créés ou réhabilités par ces jeunes facilite l'adoption du dispositif par les habitant·es et leur satisfaction. Un habitant a ainsi relevé que "Depuis que le groupe de jeunes est passé, c'est plus propre."

Par la suite, les jeunes des chantiers ont montré leur intérêt pour l'économie circulaire et leur motivation pour continuer à s'impliquer. A la suite de ce chantier, nous avons notamment embauché un des jeunes de Bondy dans notre entreprise, en tant qu'éco-animateur.

Un autre enseignement tiré de notre diagnostic réalisé en porte-à-porte concerne **l'importance de créer des espaces de parole aux habitant-es pour qu'ils expriment leur ressenti, leurs besoins, leurs envies**. Mais il faut que ce diagnostic soit suivi d'actions concrètes et rapides, pour ne pas créer de la frustration et renforcer le sentiment d'abandon et de lassitude.

Quels sont les points de difficultés ?

Notre difficulté principale reste la mobilisation ponctuelle des habitant-es : nous avons du mal à les faire venir à nos ateliers de concertation, de sensibilisation, de coconstruction... Il y a un enjeu de communication pour donner envie aux habitant-es de participer à nos ateliers.

Cependant, une fois que les habitant-es sont venus au premier atelier, nous avons moins de mal à les mobiliser sur la durée. C'est la première mobilisation qui demeure difficile.

Une autre difficulté est notre manque de présence sur le terrain : nous ne sommes pas une association locale mais un acteur extérieur. Nous avons du mal à être identifié par les habitant-es et les associations, sans lieu physique et avec une présence terrain qui nécessite beaucoup de temps et d'investissements (notamment financier). La création d'un lien de confiance est un processus long.

L'urbanisme, l'aménagement de nos lieux d'intervention peuvent également être des points bloquants : la disposition des bâtiments, l'étendue d'une résidence, l'aménagement de la ville, peuvent bloquer la mobilisation, la communication et la création de lien social.

La taille du territoire sur lequel nous intervenons peut également être un défi : intervenir à l'échelle d'une ville ou d'un quartier ne nécessite pas les mêmes ressources et investissements.

BIBLIOTHÈQUE ET AIDE AUX DEVOIRS DANS UN FOYER ADOMA : UNE DÉMARCHE DE SOUTIEN À L'ÉDUCATION DES ENFANTS

🇫🇷 Avec **Fatemeh Hadizadeh**,
bénévole et **Pierre le
Lohé**, responsable du Pôle
projets - association **École
et Famille**, Saint-Ouen
l'Aumône (95)



Comment est née la démarche ?

Cette démarche est née du sentiment d'impuissance et d'isolement de mamans immigrées, résidentes d'un foyer situé au sein d'une zone industrielle à Saint Ouen l'Aumône, face aux difficultés scolaires subies par leurs enfants. Fatemeh HADIZADEH, immigrée arrivée dans les années 80 et habitante du quartier, a souhaité venir en soutien à ces familles. Marie Claire MICHAUD, la fondatrice de l'association « École et Famille », a ainsi proposé à Fatemeh, ancienne bibliothécaire en charge du secteur jeunesse quand elle habitait en Iran et récemment ATSEM en ZEP, de venir partager son expérience dans le collectif des Parents Relais, et de devenir bénévole pour accompagner d'autres familles. Fatemeh est alors venue en soutien scolaire à un enfant qui habitait le foyer Adoma pour mères isolées, situé dans cette même zone industrielle et lui a proposé de l'accompagner à l'atelier « Contes et couleurs », animé par une autre Parents Relais bénévole dans la médiathèque située au centre-ville. Emballés par cette initiative, d'autres enfants du foyer ont souhaité y participer. Or, le manque de transports ne leur permettant pas de s'y rendre, Fatemeh a alors eu l'idée d'apporter des livres directement sur leur lieu de vie. Afin de concrétiser cette idée, l'association a pendant 9 mois écrit des lettres à différentes institutions pour mettre en place une bibliothèque au sein du foyer.

Quelles sont les grandes étapes et actions menées ?

Un accident tragique, provoqué par la solitude d'une maman dans le foyer, pousse les dirigeant·es du foyer et les institutions locales à agir pour sortir les habitantes de l'isolement. Lorsqu'une salle se libère dans le foyer, le feu vert est lancé pour mettre en place une bibliothèque, notamment avec des livres prêtés par la médiathèque. Une attention importante est alors portée à la participation des enfants mais aussi de leurs parents au sein de la bibliothèque. D'une part, les mères viennent nombreuses avec leurs enfants pour participer aux activités culturelles : lire des livres, sortir au cinéma, célébrer les anniversaires... et d'autre part, la bibliothèque constitue également un espace ressource pour elles. Des mères de famille en difficulté sont accompagnées à Ecole et Famille, en lien avec l'école et la travailleuse sociale. L'association veille au renouvellement des demandes de subventions et à rendre compte des actions menées aux acteur·rices et institutions concernées. Après plusieurs années d'activités culturelles, et face à la demande grandissante des mamans, le Conseil municipal décide de la mise en place du soutien scolaire sur place, quatre jours par semaine.

Quels éléments de réussite sont intéressants à partager ?

Le foyer Adoma considère ce projet de territoire comme innovant pour lutter contre l'isolement et le manque de soutien à la scolarité que peuvent éprouver les mères de famille au sein du foyer. Le président du Conseil d'administration et son Directeur Général envisagent ainsi d'étendre cette expérience sur d'autres territoires.

Les instituteur·rices observent également beaucoup de progrès d'apprentissages de leurs élèves et les partagent avec l'animateur·rice de l'accompagnement à la scolarité. A partir de janvier 2024, ce dernier s'ouvrira aussi aux collégien·nes, en complémentarité de l'accompagnement éducatif proposé au collège.

S'APPROPRIER LES PROJETS DU CONTRAT DE VILLE : UNE DÉMARCHE POUR INCLURE LES HABITANT·ES ET CONTRIBUER À CHANGER L'IMAGE DES QUARTIERS, ARGENTEUIL (95)



 Avec Jérôme Peyr – chef
de projet Politique de la ville,
commune d'Argenteuil

Dans quel contexte social et territorial est née cette démarche ?

Argenteuil, deuxième plus grande ville d'Ile-de-France en termes de population, compte plus de 37 961 habitants dans les quartiers prioritaires de la ville en 2018 sur 8 secteurs : Brigadières-Henri Barbusse ; Centre-ville ; Champagne ; Champioux ; Joliot Curie ; Justice-Butte Blanche ; Val-d'Argent-Nord ; Val-d'Argent-Sud. Dans le cadre du renouvellement des contrats de ville, la volonté était d'avoir une approche pragmatique et d'associer en amont habitant·es et professionnel·les à la construction des contrats d'engagements (nouveaux contrats de ville). La ville a organisé un atelier participatif sur l'image des quartiers le 22 septembre 2023, et une rencontre, en novembre 2023, pour que chaque porteur·se de projet ayant déposé une action dans le cadre de la programmation 2024, puisse venir présenter son projet à des habitant·es, pouvant eux même le critiquer et l'enrichir.

Quelles sont les grandes étapes et actions menées ?

Le 22 septembre 2023, 90 personnes ont collaboré à cet atelier participatif animé par le cabinet Mensia sur l'image des quartiers. Institutions, habitant-es, associations et entrepreneur-ses ont partagé leur vision sur l'image des quartiers et sur les moyens à développer : une première étape vers l'association de tous-tes dans l'élaboration du futur contrat de ville.

Sur un mur à idées « pour moi, l'image des quartiers c'est... », les participant-es ont partagé les valeurs que les quartiers d'Argenteuil incarnent, telles que le « vivre ensemble », le « lien social », la « convivialité » et le « partage ». Ce mur a mis en exergue le fait que, du fait de son histoire, ses difficultés, les enjeux qui lui sont propres, Argenteuil incarne « un combat de vie passionnant », avec l'enjeu de communiquer, de porter et donner à voir les quartiers auprès des habitant-es et à l'extérieur en valorisant les dynamiques existantes portées par les associations, habitant-es, institutions, commerçant-es...

Les habitant-es ont également proposé des actions à mener dans les nouveaux contrats autour



impulser des animations de quartiers, renforcer les temps forts inter-quartiers, coopérer entre acteur-rices via un budget participatif...



animer, coordonner et former les acteur-rices associatifs



encourager l'échange de lettres entre habitant-es de différents quartiers, consolider plus de rencontres entre jeunes et seniors, développer les actions hors les murs pour s'appropriier les quartiers...



avoir des relais pour diffuser en plus des réseaux sociaux institutionnels, créer un média participatif pour donner la parole aux quartiers, valoriser les talents / faire connaître les parcours de réussite, mettre en valeur le patrimoine de la Ville

Plusieurs **conditions pour s'assurer de la réussite des nouveaux contrats d'engagement** ont également été soulignées par les habitant-es, : être associé-e dès la réflexion et conception, participer aux actions, pouvoir se libérer des contraintes sociales pour s'ouvrir aux autres. Selon elles-eux, le rôle des associations et des acteur-rices du territoire est de coordonner et former, relayer et prendre en charge, aller vers l'habitant-e; et celui des institutions : de mieux communiquer, d'avoir plus de souplesse administrative et de mieux accueillir les nouveaux habitant-es.

Quels éléments de réussite sont intéressants à partager ?

Une nouvelle méthodologie a été expérimentée pour mobiliser et faire venir les habitant·es à ces rencontres, qui s'est avérée une réussite. Dans cette phase de mobilisation, nous avons essayé de simplifier au maximum le langage utilisé. Nous avons également proposé à chaque professionnel·le de venir avec un·e habitant·e, afin d'agir sur l'effet de bouche à oreille et de permettre à chacun·e de se sentir en confiance.

L'approche pragmatique que nous avons utilisée pour concevoir cette journée a été bénéfique. Cette rencontre a permis de faire "une pierre deux coups" en offrant la possibilité à chaque porteur·se de projet de présenter sa programmation 2024 et de potentiellement créer de nouvelles synergies ou alliances entre elles·eux ; de "tester" les actions devant les habitant·es, et leur donner l'opportunité de critiquer ou d'enrichir ces propositions.

BIBLIOGRAPHIE

Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France & Réseau national des centres de ressources politique de la ville. "Engagé-es! On ne veut plus rêver. On veut vraiment trouver des solutions. Paroles d'habitants et habitantes de quartiers populaires, 6e rapport national, Septembre 2023, <https://www.centres-sociaux.fr/rapport-paroles-dhabitant-es-des-quartiers-populaires/>

Podcast Rapport Paroles d'habitants 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=3QLyXVySeo>

Louis J, 2019. « Un contre-pouvoir financé par l'État ? Les tables de quartier, une expérimentation à mi-chemin entre dispositif institutionnel et mouvement social », Participations, 24, p. 195-216.

La Compagnie Générale des Autres. Le Référentiel de Ressources de Territoires (ABS+ R), <https://lacompagniegeneraledesautres.co/index.php/territoires-de-solidarite/abs-r-romainville/>

Asdo Etudes. Synthèse de l'évaluation d'Animation Territoriale Citoyenne. Les enseignements d'une expérimentation associative en politique de la ville. https://www.lemouvementdesregies.org/sites/default/files/medias/fichiers/ATC_Synth%C3%A8se%20%C3%A9valuation%20participative%20d%27impact.pdf

DANS LA MÊME COLLECTION "LES DOSSIERS DU PÔLE RESSOURCES"

PÔLE RESSOURCES. *Enjeux et pratiques à l'aune des nouveaux contrats de ville - Cycle participation des habitant·es & quartiers populaires Eaubonne : Les dossiers du Pôle ressources (Collection)*. Avril 2024. 33 pages.

PÔLE RESSOURCES. *Accès à une alimentation durable et de qualité - Cycle transition écologique et quartiers populaires. Eaubonne : Les dossiers du Pôle ressources (Collection)*. Mars 2023. 36 pages.

PÔLE RESSOURCES. *Mobilités durables - Cycle transition écologique et quartiers populaires. Eaubonne : Les dossiers du Pôle ressources (Collection)*. Novembre 2021. 28 pages.

PÔLE RESSOURCES. *Inégalités et transition écologique - Cycle transition écologique et quartiers populaires. Eaubonne : Les dossiers du Pôle ressources (Collection)*. Mars 2021. 28 pages.

PÔLE RESSOURCES. *Le renouvellement urbain dans les quartiers prioritaires du Val d'Oise. Eaubonne : Les dossiers du Pôle ressources (Collection)*. Septembre 2020. 44 pages.

PÔLE RESSOURCES. *Quelle prise en compte de la santé mentale dans les quartiers ? Eaubonne : Les dossiers du Pôle ressources (Collection)*. Septembre 2018. 40 pages.

Tenez-vous informé·es de l'actualité du Pôle Ressources sur
www.lepoleressources.fr

Pôle Ressources
Ville et développement social